

Déclaration à la presse à l'issue de la réunion de la Coalition des Volontaires.

Emmanuel MACRON

Bien.

Merci Mesdames et Messieurs d'être là.
Monsieur le Président, cher Volodymyr,
Monsieur le Chancelier, cher Friedrich,
Monsieur le Premier ministre, cher Keir,
Mesdames, Messieurs, les ministres,
Mesdames, Messieurs, les ambassadrices et ambassadeurs,
Mesdames, Messieurs, les journalistes,

Merci d'être là aux Invalides aujourd'hui.

Nous avons en effet tenu à Paris une nouvelle réunion des chefs d'État et de gouvernement des 37 pays qui composent désormais la Coalition des volontaires. La Moldavie, la Macédoine du Nord nous ont rejoints, ce qui est une bonne chose. 37 pays européens, et je n'oublie pas nos amis canadiens, comme aussi nos amis de la région Indo-Pacifique, du Japon à l'Australie, en passant par la Nouvelle-Zélande.

Cette réunion est la seizième depuis la première que nous avons tenue en février 2025 à Paris et Londres, et s'inscrit dans une séquence nouvelle, un moment nouveau, et a permis d'amplifier et accélérer une double dynamique.

D'abord, celle du terrain militaire, puisque l'Ukraine a largement repris l'initiative, elle a résisté à cet hiver si difficile, elle reconquiert du terrain, et les difficultés s'accumulent pour la Russie sur les fronts militaires et économiques.

Deuxième dynamique, c'est celle de la négociation où les facteurs s'alignent pour renforcer les chances d'une paix robuste. Forts des résultats du Sommet du G7 à Evian, nous avons reconstruit une unanimité au Conseil européen qui s'en est suivi au mois de juin, et cette dynamique a été confirmée au sommet de l'OTAN à Ankara la semaine dernière, tant sur le diagnostic, à savoir, pour le dire vite, que l'OTAN ne joue pas en faveur de la Russie et qu'elle ne peut pas espérer tenir ses objectifs, que sur les conséquences qu'il faut en tirer, imposer la fin des combats et relancer les négociations.

Ce moment nouveau nous conduit, avec cette mobilisation d'aujourd'hui, à plusieurs axes directeurs, sur lesquels je voulais revenir. Premièrement, nous sommes déterminés à continuer de consolider notre unité entre alliés pour converger vers un cessez-le-feu et une paix juste et durable. Deuxièmement, pour ce faire, nous sommes aussi déterminés à continuer de soutenir l'Ukraine, aujourd'hui encore plus vite et plus fort. Et ce sommet, cette Coalition, a été un moment d'accélération et de mise en œuvre d'engagements pris durant ces derniers mois. C'est vrai du soutien financier qui a été acté avec le prêt européen de 90 milliards d'euros, rejoint par le Royaume-Uni, et j'en remercie Monsieur le Premier ministre, des engagements pris à Ankara, 70 milliards d'euros, avec les premiers déboursements qui viennent d'advenir. C'est vrai aussi sur le soutien militaire, et c'est dans cet esprit que nous avons agréé, en début d'après-midi, avec le président Zelensky, une feuille de route entre nos deux pays, mettant en œuvre ce qui avait été acté sur le principe en novembre dernier pour notre coopération bilatérale.

Sur la défense antiaérienne, d'une part avec l'acquisition par l'Ukraine d'une première série de batteries SAMP/T de nouvelle génération qui vient compléter les systèmes qui seront livrés avec leurs missiles dans les semaines à venir, et sur la modernisation de la chasse ukrainienne d'autre part avec le projet d'acquisition de 16 Rafales et du système d'armement qui les accompagne, dont les premiers doivent voler dans les airs ukrainiens dès 2028-2029, avec les formations qui se tiendront dès les prochains mois. Des systèmes de radar sont aussi cédés, des missiles supplémentaires, et nous avons acté du licensing dans des capacités nouvelles A2SM, Aster 30, SCALP, qui permettra de produire beaucoup plus rapidement ces capacités avec nos amis ukrainiens et sur le sol ukrainien.

Plusieurs autres éléments plus confidentiels ont été aussi actés entre nos deux pays. L'Ukraine a des besoins immédiats, en particulier en matière antibalistique. Cette contribution bilatérale y participe, mais à l'initiative du président Zelensky, nous avons réuni un peu plus tôt une coalition nouvelle, la Coalition antibalistique, réunissant 8 pays au total — l'ensemble d'entre nous y étions, avec nos industriels — qui a permis justement et qui va permettre d'accélérer de manière très concrète la défense antibalistique de l'Ukraine. D'abord en continuant à donner à l'Ukraine les capacités dont elle a besoin pour défendre son ciel, les populations civiles et ses infrastructures critiques. Ensuite, en autorisant la production de capacités nouvelles sous licence, le président Trump l'a déjà annoncé sur la production d'intercepteurs pour les batteries Patriot. Nous avons, je le disais, décidé de le faire pour les missiles Aster qui arment les systèmes SAMP/T que nous développons avec l'Italie, et plusieurs autres ont décidé des licenciements dans ce sens, mais aussi de mettre en commun nos forces et notre expertise pour développer des capacités nouvelles.

C'est le sens du projet FREYA qui, en agrégeant justement les briques capacitaires de nos 8 pays et de plusieurs de nos industriels, va permettre d'agréger une offre commune et d'accélérer en la matière la protection de l'Ukraine. Dans un contexte où la Russie voit ses vulnérabilités économiques s'accroître, notamment du fait des mesures que nous avons adoptées jusqu'à présent, nous sommes aussi déterminés à les exploiter en renforçant la pression que nous exerçons. Et c'est le troisième axe sur lequel nous avons avancé aujourd'hui par le biais de nos sanctions et de la lutte contre la flotte fantôme. Nos sanctions, c'est ce que nous soutenons, avec le 21^e paquet de sanctions pour l'Union européenne qui ciblera en particulier le secteur bancaire et financier, le complexe militaro-industriel, les acteurs participant à tout contournement. Et je remercie, là aussi, nos amis britanniques de la parfaite coordination avec l'Union européenne. Je veux aussi saluer à cet égard les décisions prises récemment par l'administration américaine, celles de pardonner les régimes d'exception sur les hydrocarbures fossiles venant de la Russie, celles aussi qui ont été prises à l'initiative de plusieurs sénateurs américains pour renforcer ces sanctions américaines. Et qu'il me soit permis, en cet instant, de rendre hommage à la mémoire du sénateur Lindsey Graham, qui a joué un rôle important durant ces dernières années aux côtés de l'Ukraine, des valeurs qui nous lient et du lien transatlantique.

En parallèle, nous renforçons nos moyens de lutte contre la flotte fantôme, notre moyen de presser sur la Russie. L'arraisonnement du bâtiment Deliver par la Marine nationale le 1^{er} juin dernier, cinquième opération d'arraisonnement par la France depuis la fin 2025, démontre notre engagement. Je veux ici aussi saluer le travail de la Suède, du Royaume-Uni, la contribution de nos amis britanniques, espagnols et de plusieurs autres. C'est un effort que nous allons continuer. Nos chefs d'état-major nous ont présenté les modalités pour que d'autres pays s'y joignent et nous continuerons de nous organiser à cette fin. Une réunion se tiendra en septembre prochain à Paris au niveau ministériel.

Enfin, nous sommes déterminés à poursuivre notre travail sur les garanties de sécurité qui seront la colonne vertébrale d'une paix juste et durable. Vous vous en souvenez sans doute, il y a plus de 6 mois, le 6 janvier dernier, la Déclaration de Paris pour les garanties de sécurité robustes pour une paix solide et durable avait permis à tous les pays de la Coalition d'endosser une même stratégie qui consacrait aussi une convergence opérationnelle entre nous tous avec les États-Unis, présents à cette occasion, pour une vision commune des garanties de sécurité et une organisation commune. Premier pilier, le soutien militaire à long terme pour les Forces armées ukrainiennes. Deuxième pilier, la force de réassurance, la mission, justement, de soutien à l'Ukraine, la MNFU, déployée en mer, dans les airs, sur le sol ukrainien lorsqu'un cessez-le-feu sera conclu, à vocation purement défensive. Elle ne constitue en aucun cas un mécanisme de surveillance du cessez-le-feu, mais la démonstration de notre engagement à nous assurer que la cessation des hostilités est irréversible, et elle vise à mener des actions pour accompagner la régénération des forces ukrainiennes, donner des gages de réassurance et permettre des avancées très concrètes pour le pays, comme la reprise des liaisons aériennes ou le trafic maritime. Et puis, troisièmement, des mesures mises en œuvre pour prévenir une nouvelle attaque de la Russie et y répondre si la Russie décidait d'attaquer à nouveau.

Ces mesures de réponse pourront être d'ordre militaire, économique et politique. Ces garanties, je le disais, sont défensives, en aucun cas escalatoires. Nous avons franchi cette étape en janvier dernier. Depuis, une planification intense a été finalisée sous l'autorité de nos chefs d'état-major. La coalition a donc bien cette force multilatérale pour l'Ukraine maintenant prête à agir. Le QG de cette force organise cette planification et la transforme semaine après semaine en engagements opérationnels concrets. Nous avons à cet égard décidé aujourd'hui des exercices qui se tiendront dans les prochains mois. Ils nous ont été présentés officiellement tout à l'heure. Ils seront déployés dans les pays voisins de l'Ukraine, pour valider nos plans de déploiement et démontrer que nous sommes prêts, déterminés et crédibles, sur terre, dans les airs et en mer. Je veux le dire avec clarté, le soutien à l'Ukraine est un investissement dans notre propre sécurité. Et ceux qui pensent que cette guerre s'arrêtera aux frontières ukrainiennes si nous cédon ou cherchons des moyens d'accommoder l'agresseur se trompent. L'histoire de notre continent nous a appris ce que coûte le renoncement face à l'agression et nous ne referons pas cette erreur. Je veux m'adresser directement aux Européens. Ce que nous construisons ici n'est pas seulement pour l'Ukraine, c'est la démonstration que l'Europe peut assumer sa propre sécurité, défendre ses intérêts, et qu'elle peut agir avec unité, avec force, sans naïveté quant aux intentions de Moscou. Cette coalition en est la preuve la plus concrète. Et c'est un grand honneur pour la France demain, non seulement de procéder au défilé traditionnel de nos forces armées, mais d'y adjoindre un défilé de l'ensemble de nos partenaires de la coalition, des volontaires et de nos amis ukrainiens qui défileront avec nous et illustreront ce réveil stratégique et notre unité.

Monsieur le président, Monsieur le Chancelier, monsieur le Premier ministre, chers amis, je veux ici le redire, nous nous battons tous ensemble pour la paix et la sécurité de notre continent. Et nous nous tenons aux côtés du peuple ukrainien, pour lequel nous avons respect, estime et amitié. Et vous avoir à nos côtés, Monsieur le président, est une grande fierté. Merci à mes deux collègues d'être là. Et je veux redire que la crédibilité de nos engagements s'est encore renforcée aujourd'hui, lors de ce sommet qui a permis de concrétiser les choses, d'accélérer notre défense et notre engagement aux côtés de l'Ukraine, il sera démontré avec force demain lors du défilé.

Et permettez-moi d'avoir un dernier mot pour notre collègue, le premier ministre Keir Starmer, qui nous a fait l'honneur d'être à nos côtés. Dans quelques jours, il passera le relais dans un esprit de continuité. Mais je veux ici lui redire combien ce fut une fierté pour nous de travailler avec lui et combien cette coalition des volontaires lui doit beaucoup et l'engagement des Européens aux côtés de l'Ukraine lui doit beaucoup. C'était une grande fierté d'être avec vous, Monsieur le Premier ministre. Merci à vous.